

Stéphane BAVOIS
Alexandre BEAUDEAU
Cyril DESCHELLETTE
Esméralda GONZALEZ
Victoria HARVOIRE
Sylvaine MOUTON
Julien PATANCHON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

MISSION LOCALE DES GRAVES
Association régie par la loi de 1901

Siège Social : Chemin de la House
Centre commercial
33610 – CANEJAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mérignac

21, Avenue Ariane
BP 20023
33702 Mérignac Cedex
Tél. 05 56 34 60 00
Fax. 05 56 13 05 11

Email : mel@audial.fr
<http://www.audial.fr>

BC

MISSION LOCALE DES GRAVES

Association régie par la loi de 1901

Siège social : Chemin de la House – Centre commercial – 33610 CANEJAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association MISSION LOCALE DES GRAVES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC 2023-03, exposées dans l'annexe des comptes annuels à la note « Règles et méthodes comptables ».

BC₁

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le suivi des fonds dédiés sur les subventions tel que décrit aux paragraphes « Subventions d'exploitation » et « Fonds dédiés » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 4 juin 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



AUDIAL
Représenté par Esmeralda GONZALEZ

BC

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	6 832	6 832		980
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	388 149	340 885	47 264	70 438
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total Actif immobilisé (II)	394 980	347 717	47 264	71 418
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	783 285		783 285	440 952
Charges constatées d'avance	15 772		15 772	14 550
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	795 140		795 140	1 114 915
Total Actif circulant (III)	1 594 197		1 594 197	1 570 417
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	1 989 177	347 717	1 641 460	1 641 834

BC

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise	43 138	43 138
Première situation nette établie	43 138	43 138
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves	4 843	4 843
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves règlementées		
Réserves pour projet de l'entité	4 843	4 843
Report à nouveau	561 839	598 410
Excédent ou déficit de l'exercice	36 855	-36 571
Situation nette (sous-total)	646 674	609 820
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	940	1 142
Provisions règlementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total des capitaux propres (I)	647 615	610 961
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	410 163	395 175
Total des fonds reportés et dédiés (II)	410 163	395 175
Provisions		
Provisions pour risques	9 220	35 220
Provisions pour charges	174 429	209 029
Total des provisions (III)	183 649	244 249
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 758	30 272
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	350 276	361 177
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	3 000	
Total des dettes (IV)	400 033	391 449
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	1 641 460	1 641 834

BC
Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	11 140	
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	11 140	
Produits de tiers financeurs	3 088 849	3 216 649
Concours publics et subventions d'exploitation	3 079 380	3 206 062
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières	9 469	10 587
Repr. / amort., dépréc. et prov.	60 599	59 873
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisation des fonds dédiés	395 175	441 125
Autres produits	55	6 944
Total des produits d'exploitation (I)	3 555 819	3 724 591
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	410 598	442 309
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	203 084	212 377
Salaires	1 822 176	1 958 111
Cotisations sociales	649 132	685 622
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 269	41 903
Sur immob. : dotations aux amort.	29 269	41 903
Sur immob. : dotations aux dép.		
Sur actif circulant. : dotations aux amort.		
Dotations aux provisions		30 206
Reports en fonds dédiés	410 163	395 175
Valeurs comptables des immo. cédées		
Autres charges	9 173	5 899
Total des charges d'exploitation (II)	3 533 595	3 771 603
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	22 224	-47 012
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	18 684	19 112
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'éléments financiers		3 050
Produits nets / cessions VMP et instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)	18 684	22 161
Charges financières		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immo. financières cédées		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total des charges financières (IV)		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	18 684	22 161
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	40 908	-24 851

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Total des produits exceptionnels (V)		201
Total des charges exceptionnelles (VI)		7 917
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-7 716
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 053	4 005
Total des produits (I + III + V)	3 574 503	3 746 954
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 537 648	3 783 525
EXCEDENT OU DEFICIT	36 855	-36 571
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	91 684	89 561
Bénévolat		
TOTAL	91 684	89 561
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	91 684	89 561
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	91 684	89 561

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MISSION LOCALE DES GRAVES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 1 641 460 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 36 855 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/05/2026 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La mission locale des Graves a pour objet, sur le territoire constitué des communes et communautés de communes adhérentes, et avec l'ensemble des partenaires concernés, de développer des actions concertées en direction des jeunes de 16 à 25 ans en difficultés d'insertion professionnelle et sociale.

Pour ce faire la mission locale va promouvoir directement ou indirectement toutes actions et initiatives destinées à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, et de participer à l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique globale d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en prenant en compte les projets locaux et spécificités territoriales.

Les moyens mis en oeuvre sont :

- Les subventions allouées
- Les contributions financières des communes et communautés de communes
- Les dons manuels et subventions acceptés par le Conseil
- Les intérêts des comptes et dépôts de fonds
- Contributions diverses

Règles générales

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les comptes sont présentés conformément au Règlement ANC n°2022-06, modifiant le Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, et au Règlement ANC n°2023-03, modifiant le Règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Règles et méthodes comptables

Changement de réglementation comptable

Le changement de réglementation comptable à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025 impose l'application du règlement n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n°2022-06. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

A l'occasion de la première application des nouvelles dispositions de ce règlement, nous avons revu nos principes de comptabilisation sur certains aspects. Ainsi, les éléments habituellement inscrits par nature en résultat exceptionnel sont limités aux seuls enregistrements liés à des opérations fiscales (amortissements dérogatoires, provisions pour hausse des prix, ...), des changements de méthodes ou des corrections d'erreurs, ainsi qu'aux charges et produits directement liés à un événement majeur et inhabituel :

- un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'exercer une influence sur le jugement,
- un événement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité,
- un événement est présumé inhabituel lorsqu'un même événement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices.

Sur l'exercice 2025, il n'y a pas d'événements exceptionnels.

A noter que :

- Les quote part de subvention d'investissements sont désormais comptabilisées en compte 747 (0,2K€)
- Les plus values sur cession d'immobilisations sont désormais comptabilisées en compte 657/757 (néant ex)

Par ailleurs, les transferts de charges ne sont plus utilisés. Ainsi les transferts de charges sont maintenant comptabilisés selon leur nature :

- Les remboursements liés aux charges de personnel en compte 6419 (43,5K€)
- Les ASP CAE DIRECCTE en compte 74113 (8,3K€)
- Les refacturations de frais en compte 7088 (néant ex)
- Les remboursements d'assurances en compte 7587 ou 757 (néant ex)

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Des amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Pas de faits marquants sur l'exercice.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 832			6 832
Immobilisations incorporelles	6 832			6 832
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		1 375		1 375
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	383 034	3 740		386 774
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	383 034	5 115		388 149
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
TOTAL	389 865	5 115		394 980

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amor- tisse- ment	Mode d'amor- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement						
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incorporelles		linéaire	5 852	980		6 832
Immobilisations incorporelles			5 852	980		6 832
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agencement et aménagements des constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage industriels						
- Installations générales, agencement et aménagements divers	10 ans	linéaire		207		207
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 10 ans	linéaire	312 596	28 082		340 678
- Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles			312 596	28 289		340 885
TOTAL			318 448	29 269		347 717

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 799 057 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	783 285	783 285	
Charges constatées d'avance	15 772	15 772	
Total	799 057	799 057	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus à recevoir	18 684
Total	18 684

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	43 138				43 138
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	4 843				4 843
Report à Nouveau	598 410	-36 571			561 839
Excédent ou déficit de l'exercice	-36 571	36 571	36 855		36 855
Situation nette	609 820		36 855		646 674
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 142			201	940
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	610 961		36 855	201	647 615

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	26 000			26 000	
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	209 029		34 600		174 429
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	9 220				9 220
Total	244 249		34 600	26 000	183 649
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			34 599	26 000	
Financières					
Exceptionnelles					

PROVISION DES INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE :

BDO AQUITAINE

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Page 14

bc

Notes sur le bilan

Le code du travail, les conventions collectives ou autres accords négociés donnent l'obligation à tous les employeurs de verser une indemnité de départ à la retraite.

Les sommes correspondantes ont été provisionnées dans les comptes au passif du bilan. Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

Départ volontaire du salarié : 67 ans

Taux d'actualisation : 3.96 %

Variation des salaires : 2 %

Taux de charges sociales : 44 %

Rotation du personnel : lente

Méthode de calcul suivant la convention collective des missions locales

Table de mortalité issue des statistiques INSEE 2017-2019

L'indemnité totale à payer au 31/12/2025 s'élève à 174 429 euros et la reprise nette au titre de 2025 est de 34 600 euros.

PROVISION POUR RISQUES

- Sur l'exercice 2021, une provision de 26 000 euros a été constituée pour un litige prud'hommal avec une ancienne salariée licenciée courant 2019 pour abandon de poste. Cette salariée a saisi les prud'hommes en 2021.

L'affaire a été jugée en appel en 2025 en déboutant l'ancienne salariée de ses demandes. La provision est reprise pour 26 K€.

-Subvention avenir Pro France Travail, sur l'exercice 2024 l'association a obtenu une subvention de 9 220 euros afin de mettre en place des ateliers dans 3 lycées professionnels de son secteur. L'association n'a pas eu le temps et les moyens nécessaires d'atteindre l'objectif de 3 interventions dans 3 lycées et il y a un fort risque de reversement de l'acompte de 4 610 euros et de non versement du solde de 4 610 euros. La provision est maintenue en 2025 dans l'attente de la réponse du financeur.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 400 033 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 758	46 758		
Dettes fiscales et sociales	350 276	350 276		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	3 000	3 000		
Total	400 033	400 033		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn. Achats Biens Serv.	21 078
Dettes Pro./Conges A Paye	119 840
Pers. Aut.Charges A Payer	3 824
Charg.Soc./Conges A Payer	52 729
Autr.Charg.Social.A Payer	2 275
Charges A Payer	23 441
Total	223 186

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Chges Constatees D Avance	15 772		
Total	15 772		

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prds Constates D Avance	3 000		
Total	3 000		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	9 518	
TOTAL	9 518	

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		2 100 132	415 696		563 350	3 079 179
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					201	201
						3 079 380

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 61,33 personnes dont 11,34 handicapés.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	1	2	2
Employés	9	50	59	59
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	10	51	61	61

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantage en nature des trois plus hauts dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués.

Par souci de confidentialité, nous ne pouvons divulguer la rémunération du salarié dirigeant de l'association.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	91 684	89 561
Dons en nature		
Total	91 684	89 561
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	91 684	89 561
Prestations		
Personnel bénévole		
Total	91 684	89 561

Les contributions volontaires en natures inscrites en pied de compte de résultat pour 91 684 euros concernent :

-Mise à disposition de locaux des villes de Pessac, Bègles, Villenave d'Ornon, Gardignan, Talence, Léognan et Cestas pour 76 724 euros

Autres informations

-Mise à disposition des fluides, entretien, chauffage des villes de Pessac, Gradignan, Talence, Léognan pour 14 960 euros.

Ces contributions ont été évaluées par chaque ville.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Engagements à réaliser nvelles ressources	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
	A	B	C		D	A+ B-C+D	
CEJ 2024	395 175		395 175				
CEJ 2025		410 163				410 163	
Total	395 175	410 163	395 175		410 163	410 163	

" Certifié copie conforme à l'original "

Canejan, le 09/06/2025

Mr Bruno CLEMENT,
Président de la MLG

MISSION LOCALE DES GRAVES
Siège Social
C.Cial. La House-Ch de la House
33610 CANEJAN Tél. 05 56 15 02 41
contact@mldesgraves.fr